

Une histoire normale de l'URSS

Sophie CŒURE

En brossant un portrait de la société soviétique « de Lénine à Gagarine », un jeune historien passe au kaléidoscope deux décennies d'apports historiographiques. Un travail de synthèse réussi, à défaut d'une interprétation politique.

Recensé : Alexandre Sumpf, *De Lénine à Gagarine. Une histoire sociale de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2013, 931 p., 14, 50 €.

L'idée de proposer une nouvelle synthèse sur la société soviétique, vingt ans après la disparition de l'URSS, était assurément dans l'air du temps. Encore fallait-il passer à l'action, et c'est pourquoi il faut saluer le travail d'Alexandre Sumpf, qui prend à bras-le-corps les acquis d'une recherche profondément renouvelée, et désormais largement internationalisée. Des pans entiers d'histoire sociale soviétique, que les dernières synthèses en français¹ ne pouvaient aborder faute de sources, ont été assimilés « goulûment » par ce jeune spécialiste d'histoire sociale et culturelle russe ; il les restitue savamment, en écho à ses recherches personnelles.

Le lecteur sera aisément emporté par une écriture fluide, vivante, combinant avec maîtrise différentes échelles, de l'approche globale à l'étude biographique. Ceci étant, en l'absence de trame chronologique et de rappels pédagogiques, l'ouvrage sera plus facilement maîtrisé avec de solides notions d'histoire russe et internationale.

Une histoire globale de la société soviétique

L'ambition d'écrire une histoire sociale de l'Union soviétique, ou plutôt une histoire globale de la société soviétique, a conduit Sumpf à choisir une progression thématique. À une présentation de quatre « points cruciaux » de l'historiographie et de la mythologie soviétiques – la nature prolétarienne de l'État, les koulaks, l'idéologie du plan et le Goulag –, succèdent trois grands volets : « Être soviétique », « Être citoyen » et « L'avenir radieux ». Chacun des chapitres procède par flashes thématiques, moments clés, tournants ou emblématiques, enchaînés avec habileté, ouvrant sur une réflexion plus ample.

La première partie, « Être soviétique », aborde dans son premier chapitre la question du « centre » et de la « périphérie », à savoir la maîtrise et l'organisation des territoires, la politique des nationalités, les migrations, le rapport à l'étranger intérieur et extérieur (xénophobie et nationalisme, exil « blanc », Komintern). Le deuxième chapitre propose un portrait de l'« homme nouveau » bolchevik, vu par l'éducation, la jeunesse, les rapports de genre et de sexe, la santé, le sport, mais aussi la propagande et le monopole de l'information.

¹ Voir surtout Basile Kerblay, *La société soviétique contemporaine*, Paris, Armand Colin, 1977 ; et Moshe Lewin, *La formation du système soviétique. Essais sur l'histoire sociale de l'URSS dans l'entre-deux-guerres*, Paris Gallimard, 1987, (1985), rééd. Collection « Tel », 2013.

Les évolutions de la famille, depuis la désagrégation du patriarcat rural russe jusqu'à l'apparition de la notion de vie privée dans l'URSS de Khrouchtchev, ont particulièrement bénéficié de « l'école historique du *self* » apparue dans les années 1990. Celle-ci met en balance les idéaux standardisés avec des pratiques quotidiennes désormais accessibles à travers de nouvelles sources, comme les journaux intimes.

Les mutations sociales liées aux bouleversements économiques sont ensuite abordées (au chapitre 4), en prenant soin de restituer au plus près les conséquences de l'intervention massive de l'État dans l'économie sur l'organisation du travail, la notion de carrière ou de protection sociale, l'évolution des métiers ouvriers et paysans, le logement ou l'urbanisme. Les problématiques d'histoire de la consommation avaient été longtemps négligées, dans la logique politique d'un régime qui plaçait la question au dernier rang des priorités de la société socialiste. Alexandre Sumpf montre bien tout l'intérêt d'une approche fine des politiques officielles (par exemple, qu'est-ce que le « luxe » soviétique ?) et des attentes des citoyens, mais aussi de l'étude de pratiques particulières. Certaines étaient connues (queues, rationnement), d'autres moins, comme le pillage massif dans les zones d'occupation soviétique en Allemagne, l'imitation des modes occidentales par le trafic ou la couture à domicile ou, à l'inverse, l'appropriation d'un mode de consommation « socialiste » à travers les collections d'insignes en fer blanc.

La deuxième partie, « Être citoyen », s'attaque, au chapitre 5, à la question clé d'un « espace politique cloisonné », en partant du haut : la connaissance des dirigeants, des cercles du pouvoir, de la nomenklatura, a été substantiellement nourrie par l'apport de nouvelles archives, même si celles-ci sont loin d'être toutes ouvertes encore. L'auteur prend ensuite le soin de changer d'échelle, de traiter la question difficile de la participation électorale et de présenter des formes de mobilisation spécifiques à l'URSS. Particulièrement passionnants sont les passages qui analysent la diversité des « organisations sociales » héritières de la vitalité associative russe du début du XXe siècle, qu'elles soient des leviers para-étatiques comme les « amis de... », des lobbys élitistes autorisés comme la « société des Vieux Bolcheviks », ou des refuges pour l'investissement citoyen comme les collectifs de défense du patrimoine ou de l'écologie. La relation particulière des Soviétiques avec le politique passe aussi par des modes d'expression désormais bien étudiés, des plus autorisés (lettres aux journaux, dénonciations) aux plus risqués : désordres ruraux ou urbains, dissidence. Alexandre Sumpf peut alors conclure qu'« il existe donc une, et même des opinions publiques soviétiques ».

Le chapitre 6 offre, sous le titre un peu elliptique de « L'invention d'une "base sociologique" », une réflexion très neuve sur les typologies assignées. Alors que la Révolution abolit les états (*soslovie*) qui organisaient la société tsariste et proclame l'égalité sans distinction de statut, la confrontation entre la notion de classe et les réalités sociales soulève des enjeux non seulement professionnels, mais politiques et privés. D'autant que l'exil, les purges, la répression rebattent régulièrement les cartes d'une société soviétique exceptionnellement fluide et marquée par l'insécurité des positions, du moins pendant la période stalinienne. L'auteur présente les acteurs de cette politique : le parti, des corps intermédiaires affaiblis (les soviets, les coopératives), les « forces répressives » (armée et police), la justice, l'administration du goulag, dont l'histoire sociale est encore balbutiante.

Au chapitre 7, la galerie des « héros soviétiques » met l'accent sur trois « types » survalorisés, mais à la place ambiguë – intellectuels, ouvriers et soldats. Le mineur Stakhanov symbolise la recherche d'une élite ouvrière, mais aussi une image qui fait écran aux lignes de failles structurant le monde industriel soviétique, notamment la tension entre l'approche

technocratique et la dimension mobilisatrice, la méfiance envers l'ouvrier récent d'origine paysanne, l'idéologie prise en défaut par les conditions réelles de vie, de travail, par des prestations sociales qui ne fonctionnent pas. La présentation d'une armée politisée de manière inédite s'achève sur la comparaison entre les deux conflits mondiaux, comme enjeux de mémoire et d'expérience sociale.

Interpréter la société soviétique ?

Plus courte, la dernière partie, « L'avenir radieux », s'attache à décrypter trois principaux foyers d'identification au « soviétique » – la Seconde guerre mondiale dite « Grande Guerre patriotique », le triomphe de la science socialiste, le sport et le corps, enfin, plus inattendu, l'espace-temps touristique, qui avec les congés payés, propose au citoyen un moment éducatif et une expérience du collectif, dans les sanatoriums ou sur les bords de la mer Noire. Ensuite, Sumpf présente les enjeux sociaux de la culture, de sa production, de sa diffusion et de sa réception, pour terminer, dans le dernier chapitre, par une réflexion sur la résistance des religions face à l'athéisme officiel, puis par une interrogation sur l'existence d'une « foi soviétique ». Celle-ci est abordée par ses rituels (admission aux pionniers ou au parti, rentrée scolaire à partir des années 1950), son code moral et ses normes, davantage que par son dogme. Si les éléments d'analogie, voire de continuité avec l'orthodoxie sont évoqués, la question de la transcendance dans la « religion » marxiste reste sous-jacente.

Ce dernier chapitre est sans doute le moins convaincant, et ce n'est peut-être pas un hasard, car c'est celui qui se confronte de plus près à la question de l'idéologie – le terme même de « communisme » est significativement très peu employé par l'auteur – et aux interprétations globales du régime soviétique. On ne saurait cependant reprocher à l'auteur de n'avoir pas présenté et discuté le gigantesque débat qui mobilise, depuis les années 1920, philosophes, historiens, sociologues et hommes politiques (marxistes ou non) autour de la notion de « religion séculière » (selon l'expression de Raymond Aron) qui aurait été élaborée par les bolcheviks et/ou Staline.

Car la logique de ce livre, symptomatique du moment politique et historiographique dans lequel il se situe, est précisément de proposer une synthèse de travaux récents, sans offrir d'interprétation polémique ou politique. Il s'agit d'une histoire « normale » de l'URSS, histoire pleinement post-soviétique qui s'appuie sur des problématiques non spécifiques (histoire impériale, histoire du corps, cultures de guerre, etc.) et utilise d'une même plume des termes issus d'historiographies qui furent violemment ennemies : « totalitaire », « État-parti », « État-propagande », mais aussi « révolution culturelle », « État-providence », « consensus » et « identification ».

En fin de compte, l'auteur laisse le lecteur se construire une image à partir de points de vue multiples. Du coup, on ne saisit pas vraiment quelle singularité la société du stalinisme porte – ou non – par rapport à la période bolchevique et à la période post-stalinienne. Si Alexandre Sumpf a, à l'évidence, des positions historiographiques personnelles, et mène dans les notes une discussion parfois vigoureuse, le fossé entre discours et vécu, la volonté de modérer la nature et l'homme, l'incertitude permanente du quotidien, la « violence d'État sans équivalent », forment une trame interprétative implicite, qui laisse *in fine* insatisfait. Le temps des grands récits est sans doute achevé, mais quelque chose résiste et demeure terriblement singulier dans l'histoire de l'« expérience sociale » soviétique.

Publié dans laviedesidees.fr, le 12 juin 2013